



VILLE DE NICE

LE MAIRE DE LA VILLE DE NICE

VU le code de la construction et de l'habitation, et notamment ses articles L.511-1 à L.511-6, L.521-1 à L.521-4 et R.511-1 à R.511-12 concernant les dispositions applicables aux édifices menaçant ruine,

VU l'article R.556-1 du code de justice administrative,

VU l'article L.2131-1 du code général des collectivités territoriales,

VU l'ordonnance rendue le 26 juillet 2017 par Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Nice qui a désigné comme expert Monsieur Jean-Claude BREITFELD,

VU le rapport de Monsieur Jean-Claude BREITFELD daté du 31 juillet 2017 et reçu par la Ville de Nice le 3 août 2017, concluant à l'existence d'un péril grave et imminent sur l'immeuble au n° 22 avenue Pauliani à Nice (parcelle cadastrée section LE0249), du fait du mauvais état du linteau de la porte d'entrée, des éléments décoratifs de façade ouest, des appuis de fenêtre en façade nord, du volet du 3^{ème} étage, de l'enduit recouvrant le mur du jardin, compte tenu du surplomb de la façade est au dessus de l'avenue Pauliani, du surplomb de la façade nord au dessus de l'escalier public et du surplomb de la façade ouest au dessus des jardins,

VU l'arrêté municipal du 11 août 2017 confirmant les interdictions d'évoluer sur les balcons du 1^{er} étage côté gauche et du 2^{ème} étage côté droit, en façade Est de l'immeuble susvisé et mettant en demeure les copropriétaires, d'exécuter les travaux de mise en sécurité préconisés par l'expert dans son rapport dans un délai d'un mois,

VU le rapport de visite dressé en date du 12 décembre 2017 par un agent de la Direction de la Prévention et de la Gestion des Risques de la Ville de Nice (DPGR),

VU l'attestation établie le 30 juillet 2018 par la SARL PROJECT INGENIERIE CONSEIL, maître d'œuvre, en la personne de Madame Emilia TERRIA,

VU le rapport de visite dressé en date du 11 septembre 2018 par un agent de la DPGR,

CONSIDERANT qu'il a été constaté, à l'occasion de la visite sur place du 8 décembre 2017, l'absence de réalisation par la copropriété des travaux prescrits par l'arrêté municipal du 11 août 2017 susvisé,

CONSIDERANT qu'il a été constaté en date du 11 septembre 2018 la mise en place par le [REDACTED], syndic en exercice, d'un platelage de protection sur la façade Est,

.../...

CONSIDERANT que les autres travaux prescrits par l'arrêté susvisé ont été exécutés d'office par la Ville de Nice à ses frais avancés et pour le compte des propriétaires défallants,

CONSIDERANT que la SARL PROJECT INGENIERIE CONSEIL, atteste que les travaux de mise en sécurité réalisés en façade de l'immeuble, conformément aux règles de l'art et normes techniques en vigueur et en exécution de l'arrêté susvisé, ont permis de faire cesser la situation de péril dans des conditions normales de sécurité,

CONSIDERANT toutefois que l'installation d'un platelage de protection ne permet pas de rétablir l'accès aux balcons du 1^{er} étage côté gauche et du 2^{ème} étage côté droit, en façade Est de l'immeuble, qui devront faire l'objet de travaux de réfection définitifs,

ARRETE

ARTICLE 1 :

L'arrêté municipal du 11 août 2017 est partiellement abrogé en ce qu'il met en demeure les copropriétaires d'exécuter les travaux prescrits en son article 1^{er}

ARTICLE 2 :

Sont maintenues les interdictions d'accéder aux balcons du 1^{er} étage côté gauche et du 2^{ème} étage côté droit, en façade Est de l'immeuble.

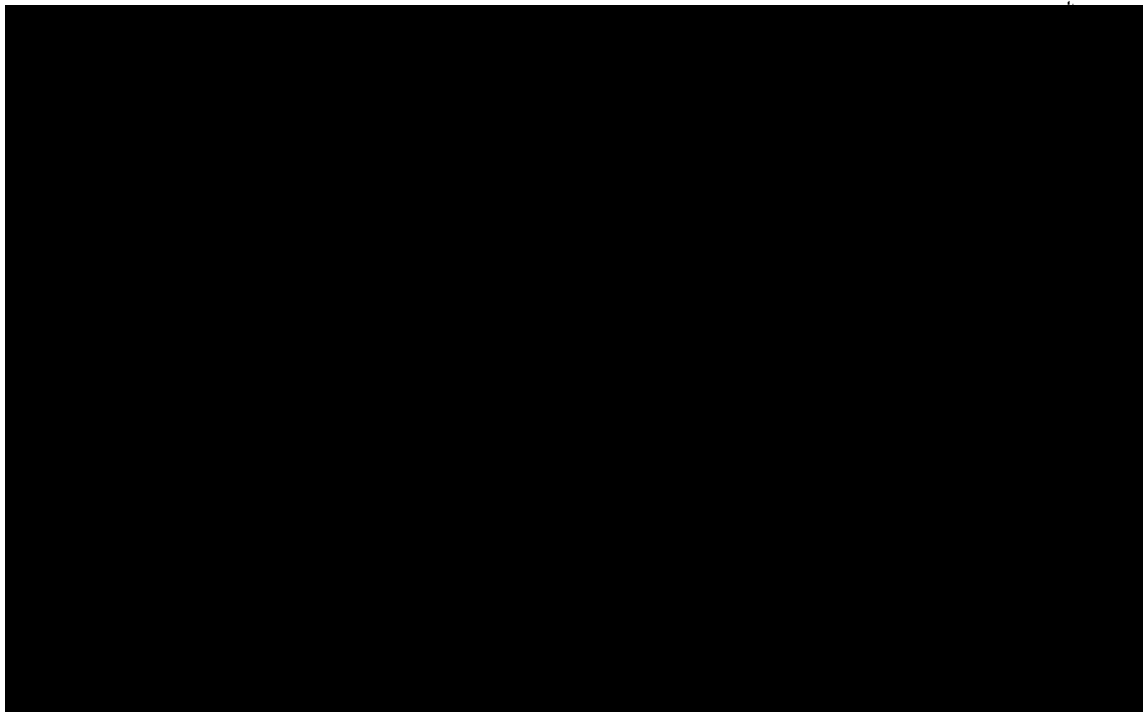
ARTICLE 3 :

Les frais de toute nature, avancés par la ville pour la mise en œuvre des travaux de sortie de péril en lieu et place des copropriétaires défallants, seront recouvrés comme en matière de contributions directes.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté sera notifié à :

-
-
-
-
-
-
-
-
-



-
-
-
-
-
-
-

ARTICLE 5 :

Copie de l'arrêté sera adressée pour information à Monsieur l'Architecte des Bâtiments de France.

ARTICLE 6 :

Copie de l'arrêté sera affichée sur la façade de l'immeuble et en Mairie.

ARTICLE 7 :

Les personnes physiques et morales visées à l'article 3 du présent arrêté peuvent dans un délai de deux mois à compter de la notification de l'arrêté :

- Saisir le Maire d'un recours gracieux

Dans l'hypothèse où la décision critiquée est maintenue, il appartient au requérant de saisir le Tribunal Administratif d'un recours contentieux dans le délai de deux mois :

- soit à compter de la réception de la lettre exprimant le rejet du recours gracieux,
- soit à compter de l'expiration du délai de deux mois suivant l'accusé de réception de la demande de recours gracieux. En effet, le silence gardé par l'administration pendant deux mois équivaut à un rejet implicite de la demande.

- Saisir le Tribunal Administratif de Nice d'un recours contentieux.

ARTICLE 8 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Nice et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait en l'Hôtel de Ville de NICE,

5-1 OCT. 2018

**Pour le Maire et par délégation,
Le Directeur des affaires juridiques**


Nathalie VINCI